

En ce jour de révolte paysanne en France... souvenons-nous du sermon de Grütli !



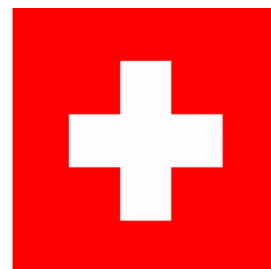
## Pour une Alliance Européenne

Demandons le RIC, détrôçons l'argent  
et choisissons par le Frexit une autre Europe !

<https://alliance-europe.eu/>

### Table des matières

En bref : pourquoi une Alliance Européenne ?.....	2
Souvenons-nous du serment de Grütli !.....	4
Allons-nous garder l'argent pour roi ?.....	9



**Proposition de drapeau européen avec la Croix Suisse au centre** pour signifier l'inspiration de leur modèle pour fonder une Alliance européenne. Les 12 étoiles ont été décalées par rapport au drapeau actuel, pour qu'aucune ne soit en haut, ceci afin de montrer qu'aucun pays ne domine sur les autres.

# En bref : pourquoi une Alliance Européenne ?

Alors que gronde une révolte paysanne, notre objectif est d'arriver à **la convergence de toutes les luttes**, autour de trois points :

- **la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC), en nous inspirant du modèle Suisse des votations.**
- **la régulation des transactions boursières pour ne plus permettre la spéculation à outrance.**
- **la sortie de l'Union Européenne, le Frexit, pour que la France retrouve sa souveraineté, et puisse promouvoir une Alliance Européenne plus respectueuse des pays et des personnes.**

## La mise en place du RIC et des votations

Nous rappelons que la mise en place du RIC est **la demande principale des Gilets Jaunes**.

**Le RIC permet que des citoyens**, récoltant suffisamment de signatures, **obtiennent qu'une décision soit prise par référendum auprès de toute la population**. Il peut s'appliquer à plusieurs niveaux différemment : commune, département, région, nation.

Nous voulons pour la France :

- le droit de mettre un veto franc aux décisions de nos élus par **référendum d'initiative citoyenne** ;
- le droit de proposer des projets de lois au Parlement par **référendum d'initiative citoyenne** ;
- **la mise en place du système des votations** sur le modèle Suisse en commençant par le niveau local (village, commune, département) : toute décision peut être soumise à référendum.

Nous souhaitons que **chaque année tous les citoyens puissent se prononcer concrètement sur au moins une vingtaine de sujets** répartis sur les divers échelons politiques : commune, département, région, nation. C'est le cas en Suisse, et cela fonctionne bien.

Nous voulons que **tous les citoyens puissent participer réellement à la vie politique, en commençant par l'échelon local**, et développent ainsi tout au long de leur vie leur esprit civique et leur amour du bien commun.

Plus largement, nous voulons que la France prenne **un tournant politique moins centralisé**.

## La régulation des transactions boursières

Nous considérons que **la spéculation à outrance est une des causes principales des injustices et des désordres actuels**.

Nous voulons donc la **régulation des bourses** autour des points suivants :

- **les échanges boursiers doivent se faire par semaine pour s'ajuster au rythme de la vie réelle** ; et non pas en-dessous de la milliseconde.
- **l'achat de tout produit financier engage l'actionnaire pour au moins 5 ans** : aucune revente ne pourra générer du profit avant cette durée.

Acheter une action ou une obligation nous engage envers une entreprise réelle, un travail réel et des personnes réelles. Cela nous donne des devoirs. Partir avant cinq années devrait être nécessairement à perte pour l'actionnaire. Si cela devait arriver à cause de nécessités pressantes, notre idée est que :

- le nouvel actionnaire doit acheter l'action au prix réel,
- l'ancien ne touche au maximum que la moitié de son investissement initial,
- la différence entre les deux va pour une part à l'entreprise concernée, pour une part à l'État, et pour une part à des œuvres de solidarité.

Nous ne remettons pas en cause en soi l'apport de capitaux pour soutenir l'entrepreneuriat. Mais nous refusons qu'il soit décorrélé de la réalité. Nous refusons le système boursier qui s'apparente à un casino où les personnes achètent et vendent selon la montée ou la baisse des prix pour se faire du profit, sans se soucier des personnes et des entreprises.

### **Le Frexit, pour une Alliance Européenne**

Nous promouvons une **Alliance Européenne** où les divers pays chercheraient une entre-aide mutuelle, sans tomber dans la tentation d'un impérialisme uniformisant et centralisé, et sans se laisser corrompre par les puissances d'argent.

Soyons précis sur les mots : la France est en Europe, comme la Suisse. Elle ne peut pas quitter l'Europe qui est un continent. Mais elle peut quitter l'Union Européenne pour promouvoir une autre collaboration avec ses voisins.

**Elle peut vouloir une Alliance où chaque pays serait respecté dans sa spécificité et dans sa libre détermination, tout en choisissant de collaborer avec ses voisins.**

L'histoire de la Suisse pourrait nous aider en cela. Il ne s'agit pas de copier tel quel leur modèle fédéral au niveau européen : l'Europe n'est pas la Suisse. Cependant, ce pays reste l'exemple le plus réussi en Europe d'une résistance à la tentation de la tyrannie impériale, ainsi que de la mise en place d'un système de votations et de référendums.

L'Union Européenne crée aujourd'hui trop d'injustices. Si nous voulons mettre en place les mesures énoncées plus haut (RIC et votations, ainsi que régulation boursière), cela n'est aujourd'hui plus possible au sein de l'Union Européenne qui est aux mains des puissances d'argent.

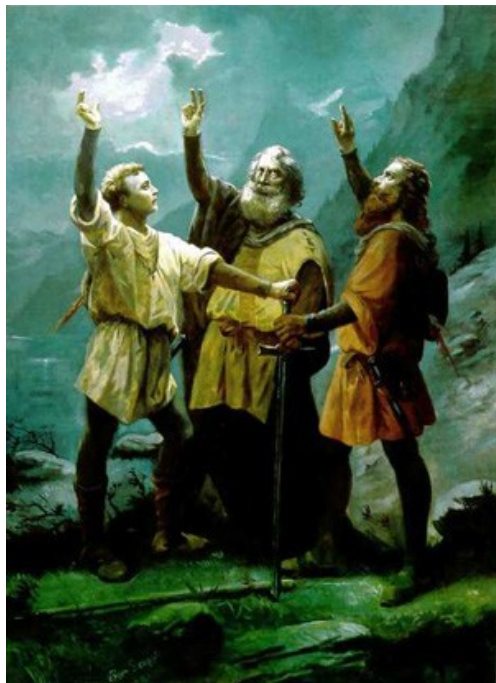
Alors choisissons le **Frexit**, retrouvons notre souveraineté, et usons de notre droit de nous organiser autrement dans une **Alliance Européenne** !



En ce jour de révolte paysanne en France...

## **Souvenons-nous du serment de Grütli !**

Demandons le RIC, et choisissons une autre Europe...



*Plaine de Grütli, 1<sup>er</sup> août 1291*



*France, décembre 2025*

Aujourd'hui gronde une révolte paysanne en France. Je salue le courage de nos éleveurs et agriculteurs, qui perpétuent le lien essentiel de notre civilisation avec la terre, dans un contexte si difficile que cela en devient héroïque. Et je partage amplement leur désarroi dans la gestion politicienne de la dermatose nodulaire, et leurs refus de voir leurs troupeaux être abattus par le diktat parisien et européen. Ceci alors même que les nouveaux accords du libre échange avec le Mercosur risquent de détruire notre paysannerie.

C'est un drame qui nous émeut profondément. J'en ai la larme à l'œil. C'est une goutte de plus de tristesse et d'exaspération provoquée par nos dirigeants. Cela suffit !

Beaucoup d'entre nous espèrent que le mouvement actuel prendra au moins autant d'ampleur que celui des Gilets Jaunes, et qu'il saura mettre un coup de poing sur la table du gouvernement pour dire : cela suffit !

Il se pourrait que les manifestants n'obtiennent rien, comme les autres fois. Cependant, le mouvement social en cours surgit d'un corps de métier endurent et essentiel. Les intérêts de nos agriculteurs peuvent fédérer une majorité de la population, soucieuse de l'avenir de notre pays, et intéressée par ce qui arrive dans son assiette. Ces semaines-ci peuvent donc être le moment favorable pour arriver à faire plier le gouvernement. Nous le souhaitons. Mais qu'arrivera-t-il à ce moment-là ? La simple victoire de l'arrêt du Mercosur et des abatages ? Le chaos ? D'autres mesures nécessaires pour un renouveau ?



Depuis bien longtemps, des luttes ont émergé pour réclamer un pouvoir qui nous a été confisqué. Beaucoup ont réfléchi à ce que serait les conditions d'un meilleur chemin. Et si j'écris aujourd'hui, c'est pour me souvenir de la revendication principale des Gilets Jaunes à laquelle j'adhère amplement : celle du Référendum d'initiative citoyenne. Ce n'est pas une solution miracle ou parfaite, mais une mesure incontournable pour pouvoir stopper facilement les velléités tyranniques, œuvrer en vue d'un renouveau, et favoriser les échelons locaux.

Puisse le mouvement actuel arriver enfin à obtenir le RIC. Mon espérance est que cette revendication phare devienne le point de convergence de toutes les luttes. Et une fois qu'il sera obtenu, nous pourrions rentrer chez nous pour continuer dans la paix notre chemin. Nous n'aurons pas encore gagné la guerre, mais nous aurons gagné une bataille.

On a cherché à faire taire les Gilets Jaunes, et à rendre cette demande du RIC inaudible. Mais l'aspiration à la liberté et à davantage de participation à la vie politique ne disparaîtra pas de nos cœurs. Souvent nos regards se sont tournés vers la Suisse, en admirant leur système de votation, et en étant sidérés du refus obstiné de nos gouvernants de s'en inspirer. C'est donc le moment de nous souvenir du serment de Grütli, fondateur du modèle helvétique et prononcé le 1<sup>er</sup> août 1291 par une poignée de résistants qui se trouvaient confrontés à une tyrannie impérialiste.

Ayant vécu plusieurs années en Suisse, je peux témoigner du bienfait pour toute une société d'un tel système politique. Chaque année, les citoyens sont sollicités pour voter sur une vingtaine de questions au niveau communal, au niveau cantonal (la taille de nos départements environ) et au niveau fédéral. Chaque année, ils réfléchissent et débattent pour savoir ce qui est bon pour leur pays. Il faut les voir être très au courant des réalités concrètes qui les entourent, avec un langage précis, et développer tout au long de leur vie de véritables vertus citoyennes. C'est en forgeant que l'on devient forgeron. C'est en votant régulièrement sur des sujets concrets que l'on développe un véritable esprit civique.



Pour tout dire, les Suisses ont quelque peu délaissé cet héritage depuis 30 ans, malheureusement. Malgré ce joyau politique ciselé au long de 700 ans d'histoire, ils se sont laissés prendre par les

mirages de l'argent, de la sécurité et des loisirs, selon leurs propres dires. Beaucoup de jeunes ne votent plus, déçus d'avoir assisté à la corruption de leurs élus. La confiance n'est plus au rendez-vous. Cependant, même si leur héritage est délaissé, ils l'ont encore à disposition, non seulement par le système politique en place, mais aussi par des postures existentielles, des valeurs affirmées et des habitudes de vie et de pensée que leurs ancêtres leur ont léguées. Ils rayonnent encore du bienfait des votations et de l'esprit civique que cela peut susciter, parfois sans même s'en apercevoir.



Nous ne connaissons pas cela chez nous, car nous ne votons que pour des élections, et jamais pour des votations. Nous mettons chaque cinq ans dans l'urne quatre bulletins de vote pour donner les pleins pouvoirs aux personnes qui auront fait la meilleure prestation dans les médias. Nous vivons donc dans une dictature à l'applaudimètre. Et nos regards se portent tout de suite vers l'échelon national au lieu de s'intéresser au premier lieu d'engagement civique qui est le village, la ville, la région. Nous avons été pervertis par l'Anneau de pouvoir, et nous ne nous en rendons même plus compte.

En Suisse, les sujets concrets arrivent en votation pour trois raisons possibles et ce sur leurs trois niveaux politiques (commune, canton, confédération) : soit par obligation constitutionnelle, soit par la volonté des élus, soit par référendum d'initiative citoyenne quand suffisamment de signatures ont été recueillies. Un tel système serait largement praticable chez nous au niveau communal, au niveau départemental et au niveau régional.

Il faut d'ailleurs savoir que nos élus locaux peuvent d'ores et déjà user de votations pour gouverner s'ils en prennent l'initiative. Ayant un jour rencontré le député de ma circonscription, il m'avait confirmé que rien ne l'empêchait, et qu'il l'avait parfois lui-même pratiqué au niveau de la mairie ou du conseil général. À nous de le leur demander, et de leur faire signer une charte ad hoc engageante. Ceci en attendant que le principe des votations soit enfin gravé définitivement dans notre constitution.

À nous de prendre rendez-vous avec nos maires, représentants et députés pour leur expliquer comment ils pourraient mettre en place un tel système dès aujourd'hui. Ils pourront ainsi manifester leur soutien par un engagement concret, qui changera déjà la vie de leurs administrés. C'est un moyen simple et efficace qui dépend de chacun de nous... Répondrons-nous à l'appel ?



Certains doutent de l'applicabilité du RIC en France : du fait de son étendu et de son histoire différente. C'est qu'ils ne comprennent pas que le système des votations doit d'abord être utilisé au niveau local, pour développer chez tous les citoyens un esprit civique et un amour du bien commun.

Pour l'échelon national, mon avis serait a minima de pouvoir dès aujourd'hui obtenir par référendum d'initiative citoyenne qu'un projet de loi adopté par le Parlement, ou qu'une décision du gouvernement, passe en votation du peuple. Et il s'agirait aussi de pouvoir proposer des projets de loi qui devrait ensuite être ratifié par le Parlement pour être adopté. Rien d'important ne pourrait être alors décidé sans l'accord des élus et du peuple.

On peut s'interroger longuement sur la pertinence de faire voter par tous les citoyens au niveau national de nouvelles lois et de nouvelles orientations, sans l'accord du Parlement et des élus. Tel n'est pas l'objet de ce texte. Nous nous contentons de **promouvoir pleinement les votations au niveau local**, et de demander que le peuple ait droit au chapitre **au niveau national** : pour **pouvoir mettre un veto franc à toute décision de nos élus**, et aussi pour **pouvoir leur soumettre des projets de loi**.

Telle est selon nous la demande qui peut conduire à la convergence de toutes les luttes à court terme, dans une Alliance de tous ceux qui cherchent un autre modèle politique moins centralisé.

La Suisse a 700 ans d'histoire, et elle peut témoigner qu'un tel système n'est pas une utopie. Elle saura bien nous aider à le mettre en place chez nous, selon notre propre spécificité et avec sagesse, si nous le décidons et le lui demandons.

Telle était donc la revendication principale des Gilets Jaunes !

Alors souvenons-nous aujourd'hui de l'acte fondateur de la Suisse, où des représentants des trois premiers cantons se sont rassemblés le 1<sup>er</sup> août 1291 sur la plaine de Grütli, et ont prêté serment de se porter assistance mutuelle pour résister à la tyrannie de l'empire austro-hongrois. Des baillis arrogants les oppressaient. Ne voulant pas perdre leur dignité, ils se sont jurés une alliance perpétuelle et ont remporté une victoire qui leur a permis de vivre en hommes libres. Puis d'autres les ont rejoints jusqu'à former aujourd'hui une confédération de 26 cantons. Chacun a su garder sa spécificité linguistique (germanophone, francophone, italophone),

religieuse (catholique, protestant, sans religion) et culturelle (patois, us et coutumes). Et ils ont su résister à travers les siècles à toutes les tentatives d'annexion, rester fidèles à ce serment et préserver leurs valeurs fondatrices. Du moins suffisamment pour que cet héritage ne soit pas perdu.

Ne serait-ce pas là une source d'inspiration adéquate pour fonder une autre Europe ? La crise actuelle nous pousse tous à regarder vers Bruxelles, et non pas simplement vers Paris. Des agriculteurs







# Allons-nous garder l'argent pour roi ?

## Régulons le système boursier, et choisissons une autre Europe...

Souhaitant participer à un blocage paysan avant Noël, j'ai fait un long détour jusqu'à Carbonne au sud-ouest de Toulouse à l'échangeur de l'autoroute. Le blocage a été facile à trouver, et j'ai garé ma voiture parmi des centaines d'autres près du rond-point à proximité de la 4 voies.



Des barrières sont disposées sur la bretelle, pour empêcher les voitures de passer. Les piétons peuvent donc descendre sur le tarmac en toute sécurité. Une bonne cinquantaine de tracteurs sont alignés en amont et en aval du lieu de rencontre. C'est un blocage paysan !

Là, se trouvent des tables, des tentes et des barnums. Des grillades sont en cours. L'apéritif est offert. Un écran projette le match. Des enfants s'amusent. Cela a l'allure d'une fête. Et entrer en discussion avec les participants est très facile. Nous sommes donc sous un pont d'autoroute...

Deux agriculteurs céréaliers me racontent que les bourses mondiales influent directement sur le prix des céréales, au point qu'ils ne savent plus comment organiser leur activité. Une année sur dix est une réussite, parce que les cours de la bourse sont favorables : ils s'enthousiasment et investissent. Puis, c'est neuf années de misère. L'un des deux affirme avoir réduit son activité de 60 %, car il est aujourd'hui plus rentable de ne pas travailler.

J'interroge un éleveur pour savoir ce qu'il en est de son côté. Il affirme que jusque là le prix de la viande est resté assez indépendant des marchés internationaux, à la différence donc des céréales. Mais il considère que l'accord du Mercosur va le conduire à la faillite. Dès que ces viandes à bas coût vont arriver d'Amérique du Sud jusque dans nos grandes surfaces, les consommateurs vont se ruer comme toujours sur le moins cher. Être éleveur en France n'a plus d'avenir.

Ce qui m'a frappé dans ces échanges, c'est que l'argent est roi. Il règne et dicte ses lois pour notre plus grand malheur. Préférons-nous donc voir disparaître nos agriculteurs et paysans plutôt que de remettre en question notre modèle financier ?

Qui en France ne souffre pas du Règne de l'Argent ?

Que ce soit les foyers ou les entreprises, que ce soit les cadres ou les artisans, beaucoup le constatent et s'en désolent. La recherche effrénée du profit et de la rentabilité est un désastre.

Alors regardons où le mal prend racine et agissons pour l'endiguer.

Le lieu où ce Règne de l'Argent prend sa source est à la bourse. Là où les produits financiers s'échangent à très haute fréquence, en moins d'une milliseconde, dans une sorte de jeu de casino où les protagonistes espèrent retirer la meilleure mise selon les fluctuations des prix qui montent et descendent.

Pourquoi ?

Pourquoi avons-nous livré la majeure partie de notre économie à cette machine infernale ?



Ami lecteur, prenez le temps de lire les articles sur internet qui donnent des conseils au sujet de la bourse. Ils ne parlent que des moyens de réaliser des profits et du gain d'argent en achetant et en vendant au bon moment. Mais jamais ils ne s'interrogent sur le travail réel effectué par de vraies personnes dans les entreprises d'où proviennent ces actions. Que vont-ils devenir par ces ventes et ces achats ? À moins d'être devenu complètement égoïste et dépourvu de toute bienveillance envers autrui, cela ne peut que nous mettre mal à l'aise.

**Nous affirmons que tout achat d'un produit boursier (action, obligation, etc) nous lie moralement à l'entreprise concernée, et nous rend responsable de son avenir.**

**Nous prôtons donc un système de bourse où :**

- **les échanges se font par semaine pour s'ajuster au rythme de la vie réelle ; et non pas en-dessous de la milliseconde.**
- **l'achat de tout produit financier engage pour au moins 5 ans : aucune revente ne pourra générer du profit avant cette durée.**

Redisons-le, derrière ces produits financiers se trouvent des entreprises réelles, du travail réel, et des personnes réelles. Aujourd'hui, les échanges boursiers dérégulés causent faillite et pauvreté. Nous ne pouvons pas laisser durer une telle injustice.

Il peut être légitime pour quelqu'un d'espérer avoir des bénéfices en mettant son capital à disposition d'un travail réel ; mais à la condition que cet actionnaire s'implique directement envers ce travail, cette entreprise et ces personnes, et que les bénéfices obtenues restent limitées.

Acheter une action ou une obligation nous engage. La durée de cet engagement doit correspondre à la réalité d'une entreprise. À moins de 5 ans, cela n'a pas de sens.

Partir avant devrait être nécessairement à perte pour l'actionnaire. Si cela devait arriver à cause de nécessités pressantes, notre idée est que :

- le nouvel actionnaire doit acheter l'action au prix réel,
- l'ancien ne touche que la moitié de son investissement initial,
- la différence entre les deux va pour une part à l'entreprise concernée, pour une part à l'État, et pour une part à des œuvres de solidarité.

Modifier le système financier actuel ne peut plus se faire au sein de l'Union Européenne, qui est désormais trop lié au Règne de l'Argent.

Si la France se décidait enfin à promouvoir un autre modèle financier, elle pourrait convaincre d'autres pays européens de former une Alliance Européenne où l'économie serait au service des personnes. Cette Alliance aurait alors assez de poids pour subsister face aux marchés mondiaux dérégulés, et entraîner d'autres pays du monde dans une économie plus vertueuse.

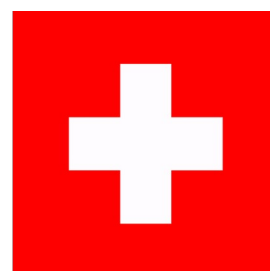
Alors choisissons le Frexit, séparons-nous du Règne de l'Argent, et bâtissons une autre Europe, celle d'une Alliance Européenne, où le système boursier serait régulé et mis au service des gens.

Agissons aujourd'hui pour nos paysans et agriculteurs...



**Alliance Europe - Demandons le RIC, détrônons l'argent et choisissons une autre Europe !**

<https://alliance-europe.eu/>



**Proposition de drapeau européen avec la Croix Suisse au centre** pour signifier l'inspiration de leur modèle pour fonder une Alliance européenne. Les 12 étoiles ont été décalées par rapport au drapeau actuel, pour qu'aucune ne soit en haut, ceci afin de montrer qu'aucun pays ne domine sur les autres.

[contact@alliance-europe.eu](mailto:contact@alliance-europe.eu)